

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Solidaires avec ceux de Longwy

Abus de confiance

LES dirigeants du PCF viennent de prendre l'initiative d'un meeting parisien jeudi pour exprimer leur « solidarité » avec le Vietnam. Habiles pour utiliser le passé prestigieux du peuple vietnamien, sa lutte contre les colonialistes français et l'agression de l'impérialisme américain, voilà des mois qu'ils spéculent sur les sentiments de solidarité qui lièrent les travailleurs de notre pays à cette lutte.

Au moment où par dizaines de milliers des habitants du Vietnam furent contraints de fuir dans des conditions épouvantables, les dirigeants du PCF présentèrent la chose comme normale et participant à l'édification du socialisme.

Il y a deux mois, lorsque les troupes vietnamiennes armées par Moscou perpétrèrent leur brutale invasion du Cambodge, renversant le gouvernement légal pour installer à Phnom Penh des hommes à leur solde, la direction du PCF applaudit des deux mains. Il s'agissait sans doute d'une brillante application des conceptions soviétiques de l'internationalisme telles qu'elles furent mises en œuvre à Prague en 1968. Bien entendu, ils furent tout à fait muets sur les provocations vietnamiennes qui se multipliaient aux frontières de la Chine. Comme ils furent muets sur l'installation de rampes de missiles pointées sur la Chine que les Soviétiques installèrent au Vietnam ou bien sur la récupération par l'armée et la flotte soviétiques des bases militaires dont les Américains avaient été chassés par le peuple vietnamien.

Que lasse de subir les provocations armées des dirigeants de Hanoi, la Chine recourut à la force pour imposer la paix à sa frontière (après avoir tenté, en vain, de régler le problème par la négociation), et voilà les dirigeants du PCF qui crient sans vergogne à l'agression impérialiste de la part de la Chine.

En fait, la solidarité pratiquée par Marchais à l'égard du Vietnam aujourd'hui est du même ordre que celle pratiquée avec l'URSS de Brejnev. Pour la faire admettre, il utilise le même subterfuge : utiliser un passé glorieux pour mieux travestir une réalité qui n'a plus rien de commun avec le socialisme, qui est devenue son contraire. C'est cette ligne qu'il voudrait faire avaliser par le 23e congrès de son parti.

Pierre MARCEAU

Longwy, samedi, 5 heures du matin, les sidérurgistes débraient; des milliers de travailleurs ripostent à l'agression policière.

Voir en page 4, le compte-rendu de notre envoyé spécial Yves Lepic. Voir aussi en page 5 notre série : « Usinor-Denain, passer à l'offensive », aujourd'hui « Quelle lutte ? »



Les travailleurs face au commissariat de Longwy. Les flics lancent des grenades lacrymogènes et fumigènes. Les travailleurs restent là quand même.

La ferme riposte de la Chine

Une contribution pour la paix mondiale

Déclaration sur la situation actuelle dans le Sud-Est asiatique

Présentée par Jacques Jurquet, secrétaire général du Parti communiste marxiste léniniste

20 février 1979

A MOINS de quatre mois avant sa mort, le 10 mai 1969, Ho Chi Minh écrivait dans son testament : « Je souhaite que notre Parti œuvre de toutes ses forces et contribue de façon efficace au rétablissement de l'union entre les Partis frères sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, selon les exigences de la raison et du cœur ».

La ligne ainsi définie a échoué. L'équilibre de l'Etat et du Parti vietnamiens n'aura été qu'éphémère, vite rompu après la victoire sur l'impérialisme américain. L'impérialisme soviétique et le socialisme chinois ne sont pas conciliables (ce qui n'exclut pas entre eux une coexistence pacifique de type léniniste). Pour Révolutionnaire prestigieux fut-il, le fondateur du mouvement communiste au Vietnam nourrissait des illusions aujourd'hui déçues, parce qu'il n'avait pas aperçu la nature exacte des changements contre-révolutionnaires survenus en Union soviétique. Ou bien parce qu'il n'avait pas

osé les affronter, mais connaîtra-t-on un jour les motivations profondes de sa position ?

Sans doute convient-il de rechercher dans certains aspects négatifs de l'histoire du Mouvement communiste international et dans les structures internes de l'Internationale communiste les origines et les racines de l'idéologie fondant la théorie et la pratique de la souveraineté limitée des Etats socialistes. Les atteintes par l'Union soviétique à la souveraineté nationale de la Tchécoslovaquie et d'autres Etats ne sont après tout que le reflet des rapports de subordination des Partis communistes à l'autorité « infallible » et inflexible du Parti soviétique.

Toujours est-il que l'esprit de conciliation légué par le vénérable « Oncle Ho » a favorisé, contre sa propre volonté et ses intentions généreuses, le basculement du Vietnam dans le camp où « socialisme » et « parti communiste » sont devenus d'odieuses caricatures et épouvantails, totalement contraires à ce qu'ils devraient être. Les successeurs du Président vietnamien ont renié

aujourd'hui les « exigences de sa raison et de son cœur », en liant la politique de leur Parti et de leur Etat à la stratégie hégémoniste mondiale du Parti, et de l'Etat soviétique.

Jusqu'à une date récente cependant, les dirigeants vietnamiens ont dissimulé leurs véritables intentions sous des proclamations plus solennelles les unes que les autres. Leurs agissements actuels prouvent qu'il y a rupture entre leurs paroles et leurs actes.

Le rapport politique présenté, le 14 décembre 1976, devant le IVe Congrès du Parti communiste du Vietnam déclarait encore : « ... Notre Congrès exprime la reconnaissance la plus profonde envers l'Union soviétique, la Chine (souligné par nous) et les autres pays socialistes frères qui, dans un esprit d'internationalisme prolétarien, nous ont réservé un soutien et une aide grands et précieux dans tous les domaines, et qui contribuent à nous aider à panser les blessures de guerre et à reconstruire notre pays... »

Dans un document publié le 7 avril 1978 par le département

de la Presse et de l'Information du Ministère des Affaires étrangères de la République socialiste du Vietnam, les dirigeants vietnamiens désignés par ce Congrès protestaient avec indignation contre les accusations leur prêtant la volonté de réaliser et dominer une « Fédération indo-chinoise » avec le Laos et le Kampuchea démocratique. Ce long texte officiel diffusé dans le monde entier répétait à chaque page, dans une relation chronologique, les engagements historiques du Vietnam vis-à-vis du Laos et du Kampuchea, à savoir : « le strict respect de l'indépendance, de la souveraineté, de l'unité, de l'intégrité territoriale, du régime politique, de la politique indépendante et souveraine des deux pays frères, le Laos et le Kampuchea, du caractère indépendant du Parti Populaire Révolutionnaire Lao et du Parti Communiste du Kampuchea; la non-ingérence dans les affaires intérieures du Laos et du Kampuchea ».

(Suite page 8)

Giscard d'Estaing va aller au Mexique

Le Mexique : « Arabie saoudite de l'an 2000 »



Le Mexique : un passé de lutte contre l'impérialisme et l'exploitation

ANCIENNE colonie espagnole devenue indépendante en 1821, le Mexique fut dirigé de 1823 à 1855 par le général Santa Anna. Sa désastreuse gestion financière livra le pays aux capitalistes étrangers. De 1846 à 1848, les États Unis livrèrent une guerre impérialiste au Mexique qui dut céder à son puissant voisin le Texas, le Nouveau Mexique et la Californie.

De 1855 à 1872, l'histoire du Mexique fut marquée par la personnalité et l'action d'un indien : Benito Juárez. Dès son accession au pouvoir, il tenta d'imposer une réforme agraire contre laquelle clergé et conservateurs fomentèrent une guerre civile (1858-1861). Il dut ensuite faire face à une intervention anglo-franco-espagnole à la faveur de laquelle Napoléon III essaya d'imposer Maximilien de Habsbourg comme empereur du Mexique.

Mais les visées impérialistes françaises firent long feu. Abandonné par la France, Maximilien fut battu par Juárez qui tenta d'enraciner sa réforme agraire en luttant contre l'analphabétisme. En 1872, son successeur Porfirio Díaz instaura une dictature qui profita à l'Église, aux riches propriétaires et aux compagnies étrangères, pendant que les Indiens étaient de plus en plus misérables.

En 1910 Madero, un riche créole, appuyé par Pancho Villa, un ancien chef de brigands, déclencha l'insurrection et prit le pouvoir. Voulant appliquer les réformes démocratiques de Juárez, il fut très vite débordé. Les possédants apeurés favorisèrent une réaction dont il sera victime en 1913. Disputé entre généraux et chefs de bandes, le pays tombe alors dans le chaos.

Ce n'est qu'en 1920, avec l'arrivée au pouvoir d'Obregon, soutenu par les syndicats, que le pays se stabilise. Obregon (1920-1924) et son successeur Calles (1924-1928) ont lutté contre l'opposition conservatrice, mais n'ont pas réalisé de profondes réformes leur anti-cléricalisme virulent leur a souvent servi à masquer les vrais problèmes.

Depuis, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) créé par Calles est resté constamment au pouvoir. A partir de la présidence de Cardenas (1934-1940), les relations avec l'église se sont détendues, et la réforme agraire est passée au premier plan : trente millions d'hectares distribués de 1934 à 1952, et un million d'hectares conquis par l'irrigation. Parallèlement, l'effort d'éducation entrepris dans les campagnes a permis de faire tomber l'analphabétisme au-dessous de 50 % dès 1940.

H.B.

LE Mexique est en passe de devenir une des premières puissances pétrolières mondiales : « Ce pays pourrait produire en 1985 plus de pétrole que tous les États du Proche-Orient réunis » affirmait récemment un conseiller du secrétaire d'État américain. Les découvertes récentes font, en effet, du Mexique le sixième réservoir mondial : les réserves de l'Arabie Saoudite sont estimées à 170 milliards de barils, celles du Mexique à 200 milliards, et encore tout n'a pas encore été prospecté.

Sachant cela, on comprend mieux l'intérêt de tous les pays industriels pour le Mexique depuis quelques mois. Après la fermeture des robinets iraniens, l'inquiétude s'est installée chez les capitalistes et tous les pays occidentaux, ainsi que le Japon, sollicitent le Mexique. Déjà, le Canada a obtenu la livraison de 100 000 barils par jour, la quantité que lui livrait jusqu'ici l'Iran.

D'ici à 1990, la production mexicaine pourrait dépasser celle de l'Arabie Saoudite mais le président Lopez Portillo a nettement fait entendre qu'il n'était pas question de livrer le pays à une production anarchique « afin de ne pas transformer le Mexique en pays producteur de pétrole qui enrichit les riches et appauvrit les pauvres ».

Cela ne fait pas l'affaire des États-Unis qui espèrent que, dès 1985,

le Mexique pourrait leur fournir 30 % de leurs importations pétrolières. Pour satisfaire cette demande, il faudrait que la production atteigne 10 millions de barils par jour alors que le président Lopez Portillo semble fermement décidé à la limiter à 4 millions de barils. Actuellement, le Mexique vend 85 % de ses exportations de pétrole aux USA, ceux-ci voudraient bien demeurer leur client privilégié mais les autorités mexicaines souhaitent à l'avenir ne pas livrer plus de 60 % de leurs exportations à leur puissant voisin du nord.

C'est dans ce contexte que Giscard se rend en visite au Mexique, mais qu'il ne se fasse pas d'illusions. La stratégie pétrolière mexicaine « doit être liée à la demande et aux besoins du Mexique et non pas à ceux des États-Unis » a récemment affirmé le président Lopez Portillo à Carter. Tout porte à penser qu'elle ne sera pas plus liée à la demande et aux besoins de la France.

Pays du tiers monde, le Mexique a intérêt à vendre une part importante de son pétrole aux pays industrialisés du second monde afin de diversifier sa clientèle mais c'est pour se libérer des pressions de la superpuissance américaine et non pour se trouver de nouveaux maîtres. Si Giscard venait à l'oublier, le président Lopez Portillo qui vient de remettre verbalement Carter à sa place saurait certainement le lui rappeler.

Henri BERTHAULT

De nombreux prisonniers vietnamiens patriotes signent un appel contre la répression

LA fuite de plus de 160 000 ressortissants chinois du Vietnam avait mis au grand jour un certain nombre de mesures répressives prises par les autorités vietnamiennes. Inseparable de la politique extérieure expansionniste suivie par le Vietnam, (militarisation de l'économie, agression et occupation du Cambodge, satellisation du Laos) s'est développée une répression accrue à l'intérieur du pays.

Comme l'indique un appel intitulé : « Testament des prisonniers patriotes du Vietnam » (*) et signé par de nombreux prisonniers politiques : « En dehors des 400 000 soldats, officiers, fonctionnaires de l'ancien régime qui croupissent à vie dans les camps de concentration, le gouvernement communiste actuel a enfermé près de 400 000 personnes appartenant à d'autres catégories : ce sont des travailleurs, des paysans, des ouvriers, des intellectuels patriotes, des personnes dont le passé n'a rien à voir avec l'ancien régime fantoche de Saïgon et qui au contraire ont acquis une certaine notoriété auprès de la population pour leur intégrité et leur lutte passée en faveur de la paix ».

Que le gouvernement vietnamien en arrive à enfermer des partisans de toujours de l'indépendance du Vietnam est significatif de l'objectif de la répression : faire taire tous ceux qui n'acceptent pas la politique du Vietnam.

Parmi les signataires de cet appel cité plus haut, nous en avons sélectionné plusieurs dont l'activité passée montre clairement qu'ils ont toujours lutté pour l'indépendance de leur pays et pour le socialisme.

Ta Nguyen Minh, 80 ans, a été emprisonné 16 fois sous les Français, les différents régimes de Diem à Thieu et l'actuel régime. A été compagnon de route de Ho Chi Minh pendant 14 ans. A signé le testament à la prison Le Van Duyet, salle 9, quartier C.

— Professeur Ho Huu Tuong, condamné à mort par Diem, a signé à la prison Vo Tanh.

— Nguyen Van Hieu, dit Muoi Huong, haut cadre communiste, 30 ans d'appartenance au Parti communiste vietnamien (PCVN) directeur de l'usine Tran Hung Dao (Nord-Vietnam). A dirigé l'offensive du Tét en 1968 à Saïgon. A signé à la prison Tran Hung Dao salle collective B.

— Nguyen Van Tang, dit Hai Tang, 30 ans d'appartenance au PCVN, paysan, maire-adjoint du district de Binh Chanh. A signé à la prison Le Van Duyet, salle 5, quartier A.

— L'avocat Nguyen Huu Giao, président de l'Association des étudiants de Hué en 1964. Il avait dirigé l'opération-incendie du centre d'information américain de Hué. A été emprisonné sous Diem. A signé dans son cachot No 4, zone C1, à la prison Le Van Duyet.

— Hai Chien Thang, ancien commandant de l'armée du FNL, commandant en chef de la région Saïgon-Gia Dinh (l'actuel secrétaire général du PCVN de Saïgon, Vo Van Kiet, était un cadre politique à côté de Thang). A signé à la prison Le Van Duyet, salle 9, zone C1.

— Nguyen Hoan, artiste du groupe artistique de la libération (FNL). A signé à la prison Le Van Duyet salle 5 zone A.

— Tran Doan, commandant de l'armée populaire nord-vietnamienne, chef du bureau des produits chimiques du ministère de l'économie. A signé à la salle 4, zone C1 à la prison Le Van Duyet.

— Mai Van So, frère de l'ancien ambassadeur nord-vietnamien Mai Van Bo à Paris, chef d'état-major de la zone 2 du FNL. A signé à la prison Tran Hung Dao, salle B.

(*) Publié par la Revue Que Me et la section vietnamienne du « Comité Khméro-lao-vietnamien pour la défense des droits de l'homme », 25, rue Jaffaux - 92230 Gennevilliers.

Les mass-média tchécoslovaques attaquent la Roumanie

LA télévision tchécoslovaque a lancé la semaine dernière une attaque virulente contre la Roumanie, à qui elle reproche son attitude « neutraliste » dans le conflit Vietnam-Chine et sa trahison de « l'internationalisme prolétarien ». La Roumanie, qui avait vigoureusement condamné l'agression du Vietnam contre le Cambodge, a en effet refusé de condamner la contre-attaque chinoise à la frontière vietnamienne.

Une conférence de délégations parlementaires des pays du Comecon (Union soviétique, Bulgarie, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne, Allemagne de l'Est, Cuba, Mongolie, Vietnam et Roumanie) vient de se réunir à Bucarest — les Roumains ont été les seuls à refuser de signer la résolution anti-chinoise qu'elle a adoptée.

Par ailleurs, le maréchal soviétique Pavel Batitsky a déclaré dans une émission de la radio soviétique à destination de la Roumanie que les forces du Pacte de Varsovie « étaient prêtes à riposter à tout moment à un agresseur quel qu'il soit ». En clair, cela veut dire que l'Union soviétique veut que les autres pays du Pacte soient prêts à soutenir sans réserve les expansionnistes vietnamiens.

C'est précisément ce que le président roumain Ceausescu avait courageusement refusé à la dernière session du Pacte, fin novembre dernier, en arguant que le Pacte de Varsovie était valable exclusivement pour l'Europe — et pas pour l'Asie.

L'HUMANITÉ ROUGE — Mardi 27 février 1979



Une manifestation au Mexique.

Jeudi les Espagnols iront voter

Les combats se poursuivent au Vietnam

LES combats se poursuivaient lundi matin à la frontière sino-vietnamienne où l'on annonçait que l'armée chinoise occupait les quatre grands chefs-lieu de province frontaliers, Mong Cai, Cao Bang, Lao Cai et Long Son, soit une avancée de trente kilomètres. Le contrôle de la région des montagnes et des points stratégiques descendant au Sud vers la plaine pourrait donner un avantage décisif à une nouvelle offensive chinoise. Cependant, a déclaré le vice-premier ministre Wang Zhen, les forces chinoises ne seront pas envoyées vers Hanoi et Haiphong.

Après ses 30 000 hommes qui étaient stationnés au Laos, retirés la semaine dernière, le gouvernement de Hanoi vient de ramener au Vietnam plusieurs divisions de sa force d'occupation au Cambodge. Ceci est le démenti le plus évident de la thèse que tente d'accréditer Hanoi selon laquelle les forces régulières vietnamiennes n'auraient pas été encore véritablement engagées.

L'URSS, pour sa part, continue ses tentatives d'intimidation à l'encontre de la Chine.

Après le départ de Wladivostok d'un porte-avions en direction de la mer de Chine, où une escadre est déjà stationnée, c'est le maréchal Oustinov, le ministre des Armées soviétiques qui a fait dimanche un discours de menace, parlant de la « très grande disponibilité au combat des armées soviétiques ».

Sur le terrain diplomatique, le Conseil de sécurité de l'ONU a été saisi de trois motions. L'une présentée par l'URSS et soutenue par le chien-chien tchécoslovaque dénonçant l'« agression chinoise ». La Chine y opposera très certainement son droit de veto. Une seconde, présentée par la Chine, exige le retrait immédiat des forces vietnamiennes du Kampuchea. Le veto soviétique est assuré; Une troisième motion, déposée par les USA et soutenue à la fois par les occidentaux et les pays du tiers monde, demande un retrait respectif des forces chinoises du Vietnam et vietnamiennes du Kampuchea. La Chine n'a pas dit non (de toute façon, et contrairement aux Vietnamiens au Kampuchea, l'armée chinoise n'a pas l'intention de s'installer au Vietnam). Elle s'est contentée de s'abstenir. L'URSS a cependant mis son veto. Pour la deuxième fois en un mois, l'Union soviétique se retrouve donc complètement isolée au Conseil de sécurité. La première fois lorsqu'elle avait bloqué une condamnation générale de l'invasion vietnamienne au Cambodge, cette fois-ci, sur le retrait de ces forces d'occupation. Moscou et Hanoi savent bien en effet que sans les 100 000 soldats vietnamiens qui le portent à bout de bras, le gouvernement fantôme de Samrin ne tiendrait pas huit jours. La Chine a, pour sa part, renouvelé sa proposition au gouvernement vietnamien de négociations immédiates sur un tracé définitif de la frontière sino-vietnamienne.

Serge FOREST

Week-end de campagne électorale en Espagne

JEUDI prochain vont se dérouler en Espagne les élections des députés et des sénateurs. A cette occasion, nous avons décidé d'envoyer là-bas un journaliste. Nous avons déjà expliqué à plusieurs reprises que ces élections étaient très importantes pour l'avenir de l'Espagne, pour l'avenir de la démocratie dans ce pays qui a connu plus de trente ans de dictature fasciste. L'ORT* (Parti communiste marxiste-léniniste) participe activement à ces élections et espère obtenir des députés afin d'accroître son audience. Il nous est apparu important de suivre cette campagne électorale de l'ORT le plus grand parti marxiste-léniniste européen et qui a la plus grande influence.

Dès la sortie de la gare, on est assailli par une avalanche d'affiches, Madrid en est littéralement recouverte. Un peu partout se déroulent des meetings, débats contradictoires, réunions et fêtes. La campagne est très active. Pour ma part, j'ai pu assister, ce midi, à un débat contradictoire dans une banlieue ouvrière de Madrid auquel participaient plusieurs partis, dont l'ORT. Ensuite, j'ai pu assister à une fête de l'ORT à Aranjuez. Avant de raconter ces différentes activités, il me semble important de faire le point sur la situation des forces politiques en Espagne.

FORCES POLITIQUES EN PRESENCE : LE POINT

La droite est représentée essentiellement par deux partis: le principal, c'est l'UCD, Union du centre démocratique, qui représente la bourgeoisie classique. En 1977, lors des précédentes élections législatives, il avait obtenu 35 % des voix et quasiment la moitié des sièges au Parlement. C'est l'UCD qui actuellement tient en main le pouvoir.

Il y a aussi la droite réactionnaire qui est rassemblée autour de la coalition démocratique qui avait obtenu 8 % des voix en 1977. Les fascistes, rassemblés autour d'un franquiste bien connu, se présentent au nom de l'Union nationale.

A gauche, le principal parti est le PSOE, Parti socialiste ouvrier d'Espagne. Il représente une certaine influence dans la classe ouvrière et, en 1977, il avait obtenu 33 % des voix. Il y a aussi le PCE avec Carrillo qui, en 1977, n'avait obtenu que 10 % des voix; cependant son influence dans la classe ouvrière n'est pas à négliger comme j'ai pu m'en rendre compte cet après-midi. Ensuite vient l'ORT qui, selon divers sondages, a la possibilité d'obtenir plusieurs députés, au moins un à Madrid et un en Navarre, mais rien n'est joué, c'est un espoir. L'ORT a beaucoup misé sur ces élections car il est évident que si elle obtient des députés, cela lui permettra d'accroître son audience.

Pour terminer ce tour d'horizon rapide sur les for-

ces politiques en Espagne, il est nécessaire de dire quelques mots des partis nationalistes qui existent au Pays Basque et en Catalogne et qui ont aussi des représentants au Parlement. Au Pays Basque, le principal parti est le PNV, Parti national basque, qui est un parti de la bourgeoisie régionale basque; il existe aussi d'autres partis plus radicaux qui, en fait, sont des couvertures légales de l'ETA.

En Catalogne, la Convergence démocratique de la Catalogne est comme le PNV pour le Pays Basque le représentant de la bourgeoisie locale.

DEBAT DANS LA BANLIEUE OUVRIERE DE MADRID

Aussitôt arrivée à la gare, je suis prise en charge par un camarade de l'ORT qui m'invite à assister à un débat contradictoire tel qu'il n'en existe pas en France. Ce débat a lieu à Gedeas qui est une banlieue ouvrière de Madrid; à ce débat assistaient plusieurs centaines de personnes, dont beaucoup de membres du PCE. Trois partis étaient présents à ce débat: l'UCE, le PCE et l'ORT, le PSOE invité n'est pas venu. Le représentant de l'UCD, autrement dit du gouvernement, avait en général du mal à finir ses interventions. Le PCE quant à lui, était dans son domaine et pourtant le camarade de l'ORT, Anuncio Gabrelo, fut particulièrement applaudi lors de sa première intervention.

Puis, lors du débat, il est apparu que le PCE s'est attaqué violemment à l'ORT, et non pas au gouvernement. De plus, il s'est permis de défendre l'indéfendable, à savoir le Pacte de la Moncloa, ce pacte que le PCE a signé avec

l'UCD et le PSOE, soi-disant pour réduire le chômage, et qui a eu pour conséquence de l'augmenter.

L'influence grandissante de l'ORT n'est pas faite pour plaire au PCE qui a approuvé récemment un décret du gouvernement réduisant à quelques minutes le temps de parole de l'ORT à la télévision. C'est alors que les marxistes-léninistes ont lancé une bataille pour obtenir un temps de parole identique à celui des autres, une bataille couronnée de succès. Quand on a demandé au PCE de rendre compte de cette attitude, ce fut le silence...

FETE ORGANISEE PAR L'ORT A ARANJUEZ

Après ce débat qui a duré pendant deux heures, nous sommes allés dans une fête organisée par l'ORT, à Aranjuez. Aranjuez est une ville de 38 000 habitants située à environ 50 kilomètres de Madrid, la ville entière était tapissée d'affiches de l'ORT. Environ un millier de personnes y assistaient. A ce meeting sont intervenus notamment José Sanroma, le secrétaire général de l'ORT, qui est aussi candidat, premier de la liste des candidats de l'ORT, pour les députés. Il y avait une ambiance très chaleureuse à cette fête, où on a pu entendre un groupe d'Argentins, un humoriste, etc.

Un fête très vivante et très agréable. Pendant ce temps, il y avait aussi cinq autres fêtes du même genre, qui avaient lieu dans les environs de Madrid; dans l'une d'elle, il y avait notamment 3 000 personnes. Cela donne un peu une idée de l'importance de l'ORT. Les camarades de l'ORT espèrent beaucoup de ces élections et ils se préparent déjà aux élections suivantes, les municipales, qui auront lieu le 3 avril. Et là, la situation est déjà beaucoup plus favorable pour eux, puisque doré et déjà ils comptent plusieurs maires. Et aussi, ils espèrent fortement obtenir qu'une camarade de l'ORT soit au conseil municipal de Madrid. Mais pour l'instant ce qui préoccupe c'est les législatives.

De notre envoyée spéciale
Evelyne LE GUEN



Un des dirigeants de l'ORT, Amancio CABRERO lors d'un meeting à Villaverde. Aujourd'hui il est candidat.

Pour soutenir Charles Tillon

19 membres du Comité d'honneur de l'ANACR démissionnent

EN novembre 1978, dix-neuf membres du Comité d'honneur de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (ANACR) signaient ensemble une lettre à la direction de l'association demandant que Charles Tillon (ancien commandant en Chef des francs-tireurs et partisans, ancien membre du Bureau politique du PCF et fondateur de l'ANACR), soit rétabli dans ses droits. Ils écrivaient notamment: « Nous estimons que l'ANACR ne doit pas se laisser entrainer dans un litige entre une personnalité et une formation politique. Nous sommes cependant bien obligés de constater que c'est indubitablement ce qui s'est passé en 1952, lorsque notre camarade Charles Tillon a été démis de la présidence de l'Association dont il a été le fondateur et que les effets de cette mesure se poursuivent depuis lors ». Les dix-neuf signataires exigeaient donc que cette « faute » de la direction et cette injustice soient réparées.

A la fin de la semaine passée, prenant acte du refus de la direction de l'ANACR présidée par P. Villon et J. Debu-Bridel de faire justice à Charles Tillon, les dix-neuf signataires ont démissionné du Comité d'honneur de l'association.

Il s'agit du général Angenot, de Mme Aubrac, du général Billotte, de Jean Cassou, M. Druon, Y. Farges, A. Parodi, J. Bertheau, M. Prenant (ancien chef d'état-major des FTP), Aron-Brunetière, J. Auburtin, du général Bollardière, A. Chamson, P. Emmanuel, G. Grandval, J. Pierre-Bloch, J. Pronteau, Mme E. Michelet et de l'écrivain Vercors.



février 1979

L'HUMANITE ROUGE

Après l'évacuation par la police de l'émetteur de télévision

La population de Longwy riposte

Une délégation du PCML
reçue par
l'UIS-CFDT de Longwy

Une délégation de militants ouvriers du Parti communiste marxiste-léniniste a été reçue dimanche 25 février par l'Union intersyndicale de Longwy de la CFDT afin d'examiner les moyens de développer la solidarité active avec la lutte actuelle des sidérurgistes du bassin de Longwy. Cette délégation comprenait des militants des entreprises suivantes : Alsthom, LMT, Olida, CEPEM, Hôpital d'Orléans, Malichaud, PTT d'Orléans, Orlane, Kodak, AOIP. La rencontre a eu lieu dans une atmosphère amicale et permettra le développement dans les semaines qui viennent d'une solidarité active.

SAMEDI 24 février, vers 3 heures du matin, plusieurs centaines de CRS investissent le relais TV de Bois-de-Châ qui permettait aux sidérurgistes de Longwy de faire connaître leur lutte, en passant des diapositives sur la 2e chaîne. Les CRS font sortir les quelques dizaines de militants CFDT qui occupaient le relais et emportent le matériel qui sert à la diffusion. De ce fait, plus de 200 000 foyers de la région sont privés désormais de la première et de la deuxième chaîne.

L'ATTAQUE DU COMMISSARIAT

Immédiatement, les militants retournent sur Longwy, les sirènes des usines retentissent. Les sidérurgistes quittent leurs postes de travail pour venir en ville, le tocsin sonne. Des militants circulent dans les rues pour appeler la population à se rassembler. Bientôt, de 2 à 3 000 personnes sont dans la rue et se dirigent vers le commissariat de police.

Les manifestants tentent d'investir le commissariat. Ils approchent avec un fenwick, déversant un tas de chaux vive (qui est destinée dans l'aciérie à dissoudre le phosphore dans le minerai de fer) devant la grille fermée. A l'intérieur du commissariat, les flics ripostent avec tout ce qui leur tombe sous la main : grenades lacrymogènes, fumi-gènes, balles de caoutchouc. Craignant l'arrivée de renfort en CRS, en gardes mobiles, d'autres manifestants se rendent aux principales entrées de la ville. Ils y déversent de la chaux vive, arrêtent les poids lourds et les installent au milieu de la chaussée. On n'entre plus dans la ville qu'à pied. Qui sont ces manifestants ?

Les militants de la CFDT, d'autres de la CGT, des sidérurgistes. On les reconnaît à leurs casques blancs, à leurs bleus sur lesquels il y a écrit Usinor et le numéro d'atelier. Il y a aussi des habitants de Longwy accourus au son des sirènes et du tocsin.

Pourquoi sont-ils là ? Parce qu'on leur a repris les moyens de populariser leur lutte et d'expliquer les menaces qui pèsent sur leur emploi, sur leur avenir.

Pourquoi le commissariat ? Parce qu'à Longwy il représente le pouvoir et que ce sont les flics qui ont repris le relais télévision.

Le jour se lève. Les affrontements continuent en-

tre les flics barricadés dans le commissariat et les manifestants. 200 mètres plus bas, sur la place, les commerçants venus pour le marché sont repartis. Les magasins fermés n'ouvriront pas de la journée. La place est vide. Vers 9 h 30, un militant de la CGT appelle les manifestants à se rendre au siège de l'Union métallurgique de Longwy, situé sur cette même place, à côté de l'hôtel de ville. Les manifestants commencent à jeter par les fenêtres meubles, armoires, bureaux, chaises et matériel divers.

La matinée avance, la situation est toujours la même autour du commissariat. L'intersyndicale CFDT/CGT du bassin de Longwy se réunit pour décider des suites à donner à l'action ; une longue colonne de voitures rentre dans la ville venant de Chiers, de nouveaux sidérurgistes ont débrayé. Ils se rassemblent devant la mairie.

LES APPELS AU CALME DE PORCU

Le député de Longwy, Porcu (PCF), prend la parole pour appeler la population au calme ; il prétend que l'intervention des CRS

au relais était destiné à saboter la manifestation appelée par le PCF pour l'après-midi. Il explique aux personnes présentes qu'une maquette de convertisseur fabriquée pendant le temps de travail doit être déposée à l'aciérie à la fin de la manifestation de l'après-midi porte B d'Usinor.

Lorsque les manifestants qui viennent du commissariat disent que des flics ont arrêté des militants, tout le monde quitte la place. Pour tenter de les retenir, Porcu crie : « On va téléphoner au préfet, la lutte ne se passe pas là-bas, mais ici sur la place ». Rien n'y fait. 1 500 personnes sont regroupées devant le commissariat. Des gardes mobiles armés, casqués ont pris position contre les manifestants. L'affrontement semble inévitable, d'autant que le commissaire vient narguer les sidérurgistes. Cependant, les militants se rendent compte qu'il est impossible d'avancer et font preuve d'un grand sang-froid.

Les gardes mobiles sont en haut d'une étroite rue en pente. Essayer de passer, c'est pour les gars aller au massacre.

La situation est tendue, un bulldozer arrive. Le chauffeur semble vouloir aller seul à l'assaut. Les manifestants l'arrêtent et

lui montrent l'impossibilité de continuer. Que va-t-il se passer ? C'est ce que chacun se demande. Qui va céder ?

Un acteur auquel on ne pensait pas fait son entrée. Porcu est de retour, il monte en haut de la rue, face aux manifestants, dos aux CRS, il va dénouer la situation. Il annonce que le préfet a promis que les gardes mobiles vont se retirer au commissariat. Il demande aux manifestants de se disperser et de redescendre à l'hôtel de ville, puis, haussant le ton, il leur ordonne de retirer leur foulard, il dénonce les « provocateurs », « éléments incontrôlés ».

Il est copieusement hué par de nombreuses personnes. Néanmoins, petit à petit, les gardes mobiles se retirent dans le commissariat et la foule se disperse. Il est midi, des discussions s'engagent entre ceux qui approuvent l'intervention de Porcu et ceux qui la considèrent comme une trahison. Le rendez-vous est pour tous à 14 h 30 devant la mairie. Le PCF a proposé à l'intersyndicale de se rallier à la manifestation qu'il avait prévue. La CFDT refuse d'y participer, de se prêter à ce jeu. Il y aura néanmoins quelques maigres délégations CGT.

LA MANIFESTATION PARALLELE

Il y a beaucoup de personnes dès 14 heures sur la place. Qui sont-elles ? La foule regarde des jeunes qui terminent la mise à sac de l'Union métallurgique de Longwy. Les carreaux sont cassés. Tout passe par les fenêtres, plusieurs feux sont allumés. Qui sont les casseurs ? Des éléments incontrôlés ? Des provocateurs venus d'on ne sait d'où ? Des jeunes qui, pour beaucoup, portent des badges CGT et CFDT. La manifestation se met en place devant l'hôtel de ville. En tête, trois petites filles vêtues du costume lorrain traditionnel. Quelques banderoles du PCF, d'autres de la CGT. La manifestation s'ébranle et se dirige vers la porte B. Combien de personnes à ce moment 4 ou 500 personnes peut être. « Y a pas grand monde » dit quelqu'un qui la regarde passer. Trois mots d'ordre sont repris pendant cette manifestation : « Giscard-Barre vendus à l'étranger », « Chô-chô-chômage, ras le bol », « Union, action avec les communistes », la très grande majorité de la foule est restée sur la place, les gens discutent de la mise à sac de l'UML, de l'attaque du commissariat. Beau-

coup approuvent, ici les gens en ont marre. Ils ont assez manifesté dans le calme, ça ne pouvait plus durer comme cela. Certains font circuler le bruit que ce sont des gars de Nancy qui ont démolé l'UML. Or, c'est des rangs de la CGT qu'est venu l'appel ; les premiers à avoir pénétré à l'UML sont des militants de la CGT. Ceci est très important à rappeler puisque ce sont des dirigeants de la CGT qui font circuler le bruit que c'étaient des gens extérieurs qui avaient mis à sac l'UML. Cet assaut a représenté un dérivatif à la manifestation contre le commissariat. Certes, l'UML représente aussi un symbole, celui des dizaines de milliers de licenciements. Mais la mise à sac n'était pas à l'ordre du jour.

On peut s'interroger sur les motivations de la CGT, d'un côté favorisant la mise à sac de l'UML, de l'autre taxant les manifestants d'irresponsables.

Journée du 25 février tout le monde lit le journal, le *Républicain lorrain* titre : « Longwy a failli sombrer dans le chaos », France soviétique titrait samedi : « Longwy en état de siège » afin de tenter de briser la lutte des sidérurgistes.

A 10 h 15, la manifestation appelée par l'intersyndicale regroupait plusieurs milliers de travailleurs et se dirigeait vers le relais télévision.

Les mensonges de la presse y seront dénoncés. Cette propagande mensongère, au delà de l'apitoiement sur le sort des ouvriers, ne peut prouver qu'une seule chose : la bourgeoisie a peur de la force qu'ils représentent, de leur esprit de lutte. Tant que les ouvriers sont bien sages, la grande presse ne dit rien, mais dès qu'ils frappent fort, elle se déchaine. Le *Républicain lorrain* fait la part belle au député du PCF à propos de son cinéma devant le commissariat, il écrit : « Son intervention courageuse pendant la manifestation a fait baisser le ton de la manifestation. »

Par ailleurs, le *Républicain lorrain* a compté 4 000 manifestants au défilé du PCF, ce n'est pas vrai, il y en avait au maximum 1 500. Or, le *Républicain lorrain* n'a pas la réputation d'être tendre, bien au contraire, avec les syndicalistes. Pourquoi une telle attitude par rapport à Porcu ? Serait-il le dernier rempart face aux « vandales » ? Pour le 26 février, l'intersyndicale a appelé à un débrayage de deux heures minimum dans la sidérurgie.



Entre les gardes-mobiles et les travailleurs, le député du PCF, Porcu, prend la parole pour inciter les travailleurs à retourner sur l'hôtel de ville. Il travaille à démobiliser les militants. C'est le « sauveur » pour le *Républicain lorrain*.



Usinor-Denain le 6 février. Les sidérurgistes coupent la route Denain-Douai avec les locotracteurs de l'usine. Au même moment, leurs camarades « retiennent » dans les bureaux, le directeur de Denain.

USINOR-DENAIN : PASSER A L'OFFENSIVE (5)

Quelle lutte ?

LES travailleurs de Denain se sont mobilisés et ont engagé la lutte contre les licenciements depuis deux mois. La première riposte, on s'en souvient, c'était juste avant les fêtes. Dès l'annonce des licenciements (12 décembre), à la grande manifestation de Denain (22 décembre), le 20 ils étaient 25 000 dans les rues de Valenciennes et le 22 35 000 dans celles de Denain.

Mais, de toute évidence et de l'avis général, ce qui a marqué essentiellement cette première vague massive, audacieuse, c'était l'occupation des services centraux d'Usinor à Trith durant une semaine.

Avec la décision de stopper l'occupation, cette première vague qui s'annonçait puissante a été coupée net dans son élan. Pourtant cette occupation, décidée dans l'enthousiasme par plusieurs milliers de sidérurgistes, était très populaire et portait un coup très sérieux à Usinor en bloquant (par la coupure de l'ordinateur) tous les services commerciaux et administratifs du groupe.

La désorganisation et les retards ainsi créés ont frappé Usinor à son seul point sensible : la caisse. Ce n'est certes pas pour rien qu'Usinor s'empresse de demander l'ordonnance d'expulsion et d'assigner devant le juge des référés deux délégués CGT et un délégué CFDT.

Liberté, le quotidien régional du PCF, titrait alors : « Ils occupent. A Valenciennes, des milliers de sidérurgistes disent oui à une action résolue » et déclarait en pages intérieures : « Ils ont choisi une action résolue qu'ils veulent efficace ; comment pourrait-il en être autrement ? ».

« SOUTIEN COMPLET » ?

Pourquoi une action aussi positive était-elle interrompue ? Si les effectifs des occupants avaient diminué en quelques jours, cela, loin de condamner la forme d'action, ne fait que souligner la responsabilité propre des organisations syndicales qui n'ont pas développé autour de

l'occupation la large propagande de solidarité qui s'imposait.

Par un télégramme adressé alors aux sidérurgistes occupant les services centraux, le bureau de l'Union départementale CGT du Nord déclara apporter « son soutien le plus complet à la lutte énergique et légitime engagée par les sidérurgistes de Denain-Trith-la-Chiers ».

Mais pourtant l'UD-CGT n'a pas fait imprimer les nécessaires affiches et tracts de solidarité qu'aurait dû recevoir toutes les sections syndicales des entreprises du Nord et notamment celles de la sidérurgie. Ainsi les sidérurgistes de Dunkerque et de Mardyck n'ont pas été largement informés de l'occupation ni invités à l'appuyer par leur propre lutte. Peut-on dès lors parler d'un « soutien complet ».

IL Y A ACTION ET ACTION

Au sortir de l'occupation et durant plus de trois semaines, la situation à Denain est caractérisée par des actions sporadiques n'entraînant pas massivement les travailleurs et se développant, pour certaines, en dehors d'eux : occupation de la mairie de Valenciennes, de l'ANPE, de la chambre de commerce, de la cour de la sous-préfecture de Valenciennes, de la chambre patronale de la sidérurgie à Valenciennes...

Ces actions organisées au départ par les seuls militants de la CFDT sont reprises ensuite par ceux de la CGT. Mais, à chaque fois, il s'agit d'actions où l'on trouve uniquement des délégués. Cela révèle certes une volonté d'agir mais on peut s'interroger sur l'impact et l'efficacité de ces mouvements.

En tout cas, nous ne sommes pas de ceux qui disent : « Tout ce qui se fait pour s'opposer aux licenciements dans la sidérurgie est bon » (Elie Salengro, secrétaire du syndicat CGT d'Usinor-Trith). Précisément cette affirmation revient à mettre le signe « égal » entre, d'une part, l'occupation avec blocage de l'ordinateur, menée aux services centraux par

plusieurs milliers d'ouvriers, et, d'autre part, l'occupation de la cour de la sous-préfecture de Valenciennes par une centaine d'actifs militants de la CGT.

Non, toutes les actions ne se valent pas et il est important que les travailleurs discutent largement des formes d'action les plus efficaces :

- Celles qui frappent les profits d'Usinor et non pas celles qui font diversion ;

- Celles qui touchent la bonne cible : les maîtres de forges, le gouvernement, le groupe Usinor, non pas celles qui détournent la lutte vers « l'étranger » ;

- Celles qui permettent aux sidérurgistes de faire masse, pas celles qui demeurent minoritaires.

Débattre des formes de lutte, c'est une exigence particulière de la bataille en cours. C'est important de bien choisir son mode de combat afin de frapper juste et fort. Certaines voies sont des impasses, autant les connaître et ne pas s'y engager.

UNE VIOLENCE LEGITIME

Mais les travailleurs eux-mêmes allaient décider de mettre un terme à la période des mini-occupations symboliques en envahissant les bureaux d'Usinor-Denain le 16 janvier lorsqu'ils apprennent le contenu des mesures pour le Nord.

L'occupation dure 8 heures, les sidérurgistes animés d'une légitime colère jettent les dossiers par les fenêtres et les dispersent. L'action venait d'être relancée avec vigueur et la tendance se poursuit depuis lors : blocage de routes, carrefours et autoroutes, occupation de gares et blocage de trains (1 500 sidérurgistes à la gare de Douai le 1er février), occupation des services publics, etc.

La violence de masse s'est exprimée à cette occasion, notamment lorsque les ouvriers ont brûlé les dossiers de la recette-perception de Denain qu'ils avaient investie (le 26 janvier) ou encore lorsqu'ils ont saisi sur des ingénieurs et déchiré les plans de la centrale thermique qu'Usinor veut démonter sans attendre.

Soyons clair. La vraie violence, c'est celle du pou-



Usinor-Denain le 26 janvier. Les sidérurgistes d'Usinor jettent dans la rue et brûlent des documents de la recette-perception de Denain.

voir et des maîtres de forges. Les sidérurgistes ne font que se défendre et ils ont raison. Aussi est-il scandaleux en cette occasion de se désolidariser des travailleurs en lutte, en laissant entendre, voire même en affirmant ouvertement que se sont glissés parmi eux « des éléments extérieurs ».

Le premier février les travailleurs investissent par surprise les bureaux de Denain où se réunissaient secrètement les ingénieurs, s'emparaient des dossiers contenant le plan de démantèlement de la centrale de 30 mégawatts et lançaient ces dossiers dans la cour ou d'autres sidérurgistes y mettaient aussitôt le feu.

A midi, au restaurant de l'entreprise, les travailleurs interrompaient le repas des ingénieurs pour saisir leurs porte-documents et les mettre en pièces. Le lendemain, on pouvait lire dans *Liberté* : « Même si l'on déplore quelques dégâts au restaurant d'entreprise, la grande masse des sidérurgistes fait preuve d'un ferme esprit de responsabilité ».

Alors les travailleurs, les cégétistes qui ont mené ces actions, qui ont investi le restaurant, étaient-ils des « irresponsables » ? Ce n'est pas notre opinion. Et nous le disons fermement. Les camarades qui ont mené

ces actions peuvent compter sur la pleine solidarité de classe du PCML.

PORTER DES COUPS REELS

Tout ceci pose, on le voit, la question importante des méthodes de lutte. Nous sommes, pour notre part, partisans du débat des travailleurs en assemblée générale sur cette question car la force des sidérurgistes doit s'exprimer de la façon la plus efficace, c'est-à-dire en portant atteinte aux profits d'Usinor, en frappant aux coffres-forts.

Toutes les actions ne se ressemblent pas. Les travailleurs doivent viser à porter des coups réels aux maîtres de forges qui, comme on le pense, ne craignent nullement la mobilisation si elle se limite à des actions symboliques ou de protestation.

De même les actions violentes ne sont pas en elles-mêmes la clé de la victoire. Souvenons-nous des travailleurs du *Parisien libéré* qui ont mené de nombreuses actions dures (les rodéos) mais en dehors des entreprises, en dehors du lieu où les patrons ont leur source de profit.

Après la manifestation du 16 février qui rassem-

bla plus de 60 000 personnes à Valenciennes, l'idée a été lancée par la CGT d'organiser une marche sur Paris.

En relançant sans attendre les actions (blocage de l'autoroute A2, opération contre la mairie de Cambrai, blocage de gares, etc), les travailleurs ont montré qu'ils entendaient, avec juste raison, ne pas se croiser les bras jusqu'à cette marche annoncée pour la fin mars.

Mais pourquoi ne pas envisager une marche, massive, sur Dunkerque ? Celle-ci, comme on s'en doute, semblerait l'effroi parmi les maîtres de forges et serait de nature à unir ceux du trust dans un même mouvement.

Quant aux cibles et objectifs de la marche sur Paris, nous ne les voyons pas clairement. Nous souhaitons en tout état de cause que les sidérurgistes les déterminent avec précision.

Lutter ? C'est sûr ! Lutter contre Usinor et les maîtres de forges, contre le gouvernement Giscard-Barre à leur dévotion. Lutter contre tout licenciement, pour le maintien de tous les emplois. Lutter massivement, dans l'unité, avec des méthodes d'action efficaces.

Rémi DAINVILLE

IMPOTS-PULAIRES (3)

Les abattements pour les salariés

LES abattements et exonérations sur les impôts sur les revenus sont peu nombreux pour les travailleurs. Ils ont incontestablement un caractère démagogique, néanmoins, il nous a semblé intéressant d'en dresser la liste, vu leur aspect pratique.

PREMIERE ANNEE DE MARIAGE

La première année de mariage, la femme déclare ses revenus du début de l'année jusqu'à la date de son mariage, le mari déclare ceux qu'il a perçus toute l'année plus ceux de sa femme à partir de la date du mariage.

Il faut donc faire deux déclarations. Les deux montants de ces deux déclarations bénéficient des déductions de 10% et de 20% (faites automatiquement par ordinateur).

Qu'en est-il d'un couple qui vit en union libre ?

Chaque membre du couple est considéré comme un contribuable isolé. Chacun d'eux devra faire une déclaration séparée et n'aura droit qu'à une part comme les célibataires.



Après la première année de mariage, les revenus du couple sont à déclarer ensemble. Et ceci même si la femme est séparée des biens mais vit avec son mari, même si elle est en instance de séparation de corps ou de divorce sauf si le juge l'a autorisée à résider séparément.

LES FRAIS DE GARDE DES ENFANTS

Seuls les célibataires, les veufs, les divorcés, ou séparés peuvent soustraire les frais qu'ils ont eus en 1978 pour la garde de leurs enfants, s'ils ont moins de quatre ans au 31 décembre 1978, mais cela n'est possible que si le revenu imposable de l'année après déduction des 10% et 20% est inférieur à 125 200 F de plus le montant à déduire ne peut excéder 3 000 F par enfant même si les frais ont été supérieurs à ce chiffre.

De son côté, la gardienne doit déclarer les revenus qu'on lui a versés, il faut que les cotisations à la Sécurité sociale aient bien été payées.



LES PERSONNES A CHARGE A DECLARER

Outre les enfants à charge à déclarer, on peut déclarer les parents ou grands-parents d'un des deux conjoints, même si ce dernier est décédé. Les frères et sœurs infirmes, titulaires de la carte d'invalidité d'un des deux conjoints sont comptés à charge à condition qu'ils vivent sous le même toit. De plus il faut que le revenu imposable cumulé avec ces personnes à charge n'excède pas 20 000 plus 4 000 francs par personne à charge.

LES PENSIONS ALIMENTAIRES

Elles sont à déduire et il faut préciser l'identité de celui qui les a reçues. Mais en cas de divorce ou de séparation de corps, la pension

alimentaire versée à l'époux ne peut être déduite s'il n'y a pas eu encore de décision de justice.

LES AUTRES CHARGES A DEDUIRE

Citons le versement aux œuvres d'intérêt général (sans justification à l'appui) dans la limite de 1% du montant à déclarer, les cotisations à déclarer, les cotisations d'assurance volontaire à la Sécurité sociale (et non celles qui sont obligatoires), les primes d'assurance-vie dans la limite de 3 280 francs augmentée de 600 francs par enfant à charge, avec à l'appui, le certificat de la compagnie d'assurance. Mais il faut que ces contrats soient d'au moins dix ans et comportent la garantie d'un capital en cas de vie.

Catherine LEMAIRE



Marine marchande ou le mépris des travailleurs

10 ans pour être marins, 10 jours pour être licenciés

MARSEILLE Au bout d'un quai désert, un bateau : le Rocroi-Dunkerque. A des milliers de kilomètres de là, au bout du monde, à Baltimore (USA), un autre bateau : le Fontenoy-Dunkerque. Une même compagnie : la Courtage et transport, deux mêmes navires, deux équipages. Tous licenciés, loin de leur port d'attache, de leurs familles, de leurs amis...

A bord du Rocroi, nous avons rencontré des membres de l'équipage :

« Ce n'est pas possible, nous disent les travailleurs. Tout est allé vite, trop vite.

31 décembre, la banque d'Indochine et de Suez exige une traite de six millions de francs.

25 janvier, M. Pesson, liquidateur de sociétés, est désigné administrateur judiciaire provisoire.

26 janvier, déclaration de cessation de paiement. 29 janvier, le règlement judiciaire est prononcé.

5 février, le comité d'entreprise est réuni pour le licenciement collectif de tout le personnel.

9 février, les lettres de licenciement arrivent : 140 (120 navigants, 20 sédentaires).

Alors que nous sommes à Marseille et nos camarades aux USA, c'est à notre domicile qu'ils nous ont envoyé nos lettres de licenciement...

Les deux bateaux sont neufs : le Rocroi, sept mois ; le Fontenoy, trois mois.

Un troisième navire, le Denain, était prévu. La ligne entre la France, l'Italie et les Etats-Unis avait été ouverte en octobre. La progression du fret était constante et, dans les six mois à venir, le point d'équilibre financier allait être atteint.

Alors pourquoi ? C'est la question que se posent tous les travailleurs.

« Pourquoi deux bateaux neufs qui valent chacun sept milliards d'anciens francs sont-ils désarmés quelques mois après leur mise en exploitation ?

Pourquoi une compagnie qui a 50 ans d'existence est-elle liquidée en quelques jours ?

Pourquoi la banque de Suez a-t-elle décidé la liquidation ?

Pourquoi cette indifférence du pouvoir et de la marine marchande ?

Pourquoi ce mépris des travailleurs — 17 ans, 15 ans et 10 ans de marine — et jetés à la rue en dix jours ?

Beaucoup de questions. Mais une seule réponse vient aux lèvres : « Une question de gros sous ».

« Construits avec des subventions d'Etat (15% du prix de chaque navire). A quel prix et par qui vont être rachetés les navires ? Dans quelques mois, sous quel pavillon le Rocroi et le Fontenoy reprendront-ils du service ?

Notre armateur, M. Galani, a des intérêts dans des compagnies étrangères. Alors, vous comprenez. Des sous, il y en a. M. Galani

a pris, il y a un an, 86% des actions d'une autre compagnie, « la Fruitière ». On parle de magouilles dans certaines factures.

Nous, on n'est rien dans tout ça et notre avenir, nos familles pèsent peu par rapport à leur fric. Combien de personnes savent-elles que l'administrateur judiciaire a 5% sur la liquidation. Dites-nous où se trouve l'intérêt de M. Pesson : trouver une solution ou liquider ?

L'avenir, il est sombre pour les 25 000 marins. En 1949, il y avait 120 000 marins et officiers pour le même tonnage. A l'agence de l'emploi de Marseille, ils sont déjà 300 marins et officiers au chômage, 1 700 en France.

Pour ceux du Rocroi, la lutte porte sur les garanties de leurs salaires, de leurs indemnités. Des promesses leur ont été faites mais rien encore de concret.

Une occupation de l'entrée des Affaires maritimes à Marseille et le chargement encore en cale sont les moyens de pression qu'ils possèdent. Pour ceux du Fontenoy, la situation est plus dramatique. Coupés de tout, les nouvelles sont peu nombreuses.

« Ce mépris pour les travailleurs, notre licenciement, le chômage comme avenir, c'est l'histoire aujourd'hui de la marine de mer. Les marins, ce n'est pas Colas, c'est nous ».

Article fait avec les navigants du Rocroi

Courrier des lecteurs

JE me décide enfin à vous écrire. Je ne reviens drap pas sur le bimensuel car je suis dans l'ensemble d'accord avec les points de vue qui s'expriment dans le courrier des lecteurs. Pour le quotidien, plusieurs constatations « en urac » :

— Présentation en net progrès : Photos, titres parlants, style, surtout en première page (important pour les diffusions), mais quelques critiques :

— Les fautes d'orthographe. A la longue, ça agace : français mal écrit, noms propres estropiés (de lieu surtout et c'est important pour localiser, donc parler d'un événement : on est d'abord concerné par ce qui est concret, proche). C'est secondaire.

— Les « pavés ». D'accord pour les dossiers, reportages, enquêtes sur une ou deux pages. Mais pas trop par numéro de ces articles-pavés indigestes : exemple dans le No 1 033 (du 15 février 1979) : trois articles font chacun une page et sont présentés de façon compacte. Il faut s'accrocher pour les lire. Or, un journal doit accrocher, ce n'est pas au lecteur de s'accrocher.

Progrès des articles vivants...

Attention aux appels à des meetings, manifs, réunions, etc. souvent tardifs (Ex : No 1 031,

premier appel pour une réunion Larzac le lendemain... c'est-à-dire le soir même pour les abonnés).

Améliorations pour les caricatures de Sylvestre (Carter licenciant le Shah : excellent, bravo. C'est juste, d'actualité, bien dessiné. Trop souvent, il faut chercher : les habitués du journal s'y retrouvent mais on s'aperçoit que ceux qui l'achètent occasionnellement ont besoin d'explications : qui c'est ? Et drôle !

Voilà pour les détails (mais ça compte !) Pour le plus important :

Attention à la monotonie, aux répétitions. Par exemple, je suis d'accord pour accorder une place importante à la campagne Denain-Longwy-Dunkerque-solidarité, mais je suis lassé des articles : dossiers, intéressants il est vrai, mais indigestes et répétitifs, appels solennels à l'action (éditoriaux) qui n'apportent pas grand chose l'un par rapport à l'autre, titres voisins (on a l'impression d'avoir déjà lu ça dix fois). Pourtant, il y a des tas d'aspects jamais traités ou insuffisamment : les femmes de chômeurs, les jeunes dans ces régions, le travail d'un métallo, les frontaliers, les immigrés là-bas, etc. Le défaut, je crois, c'est de refaire l'analyse à chaque fois...

A suivre

NOUS publierons d'autres extraits de la longue lettre de ce lecteur dans de prochaines éditions. Sur bien des points nous sommes d'accord avec ses critiques. Ainsi la question des fautes est en effet fort importante, tant sur le plan de l'orthographe des noms que sur celui de l'exactitude des chiffres, des faits relatés : et cela vaut bien sûr pour le terrain, pour nos lecteurs qui sont du coin, ou proche.

De même nous essayons, sans toujours bien y parvenir, d'éviter la concentration de plusieurs gros articles dans un même journal. Cela peut en effet lui donner un caractère indigeste.

Enfin, nous souhaitons bien éviter le caractère répétitif de nos appels : répétitif dans la mesure ou leur contenu, tout en étant orienté de manière constante par nos principaux axes de bataille (ce qui est parfaitement normal), reste général, parce que non enrichi par des indications fournies par les faits ou développant trop d'aspects en même temps.

Pour nous améliorer dans ce sens, les critiques et contributions de nos lecteurs sont évidemment très utiles, ne serait-ce que pour nous alerter sur des défauts déjà connus mais qui persistent ou reviennent.

G.C.

Lyon-Vaise Etablissements Gabriel : une grève victorieuse

A PRES quinze jours de grève, le travail a repris jeudi matin aux établissements Gabriel. Le patron a cédé pour le 13e mois, la diminution des horaires et sur le salaire. Pour le 13e mois, 60 % cette année, 80 % l'année prochaine et la totalité l'année suivante. La semaine de travail sera réduite de 42 h 30 à 40 h sans perte de salaire et le salaire horaire augmentera de 60 centimes pour tous jusqu'aux P3.

Cette grève est très positive et elle constitue un encouragement pour les travailleurs de Vaise. Elle a coûté de gros sacrifices aux grévistes, mais leur détermination et leur unité ont eu raison de Géminet, ce patron de choc qui est resté introuvable pendant la grève et qui a négocié par directeur interposé.

Depuis 1968, il n'y avait pas eu de grève chez Gabriel et le patron moyen-âgeux a cru qu'il pourrait presser ses employés comme des citrons, bien à son aise. « Vous ne tiendrez pas » disait-il le premier jour de la grève, aujourd'hui il doit se mordre les doigts. Les travailleurs ont bien tenu le coup, le mouvement ne s'est pas effiloché. Maintenant, il faudra être vigilant car Géminet va certainement organiser la répression. Les travailleurs de Vaise et des petits commerçants ont participé au soutien financier. Les grévistes de Gabriel ont été encouragés par ce soutien, ils ne se sentaient pas isolés.

La cellule locale du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) a soutenu activement les grévistes, notre journal circulait parmi le piquet de grève. Un des objectifs de la cellule Louise Michel, c'est de travailler à l'unité de tous les travailleurs du quartier dans la lutte contre le patronat.

Groupe Presse Lyon

Rouen Kiwi, un oiseau botté, casqué et aux dents longues

SITUÉE à Sotteville-les-Rouen, dans l'agglomération rouennaise, l'usine Kiwi, multinationale étrangère, produit des boîtes de cirage pour toute l'Europe.

Cette usine emploie 175 salariés déclarés dont 151 non-cadres. Parmi ceux-ci quarante ouvriers travaillent à la production.

C'est à cause du froid qui règne dans les ateliers (6 degrés) que le 4 janvier dernier trente-quatre ouvrières avec leur syndicat CGT se mettent en grève. Aux conditions de travail s'ajoutent rapidement le cahier de revendications, une augmentation de 10 %, le paiement de la journée du 19 décembre, c'est-à-dire le jour de la panne EDF, et d'autres choses. Le conflit se durcit rapidement, les ouvrières occupent et, par deux fois, la direction fait le coup de poing et va jusqu'à la séquestration des ouvrières dans la cantine. L'usine est gardée par les flics, reprise par les grévistes, puis reprise par les flics.

Face à tout cela, des manifestations ont lieu dans la zone industrielle, en ville. Une manifestation de soutien regroupe un millier de personnes le mardi 20 février, elle est attaquée par les flics. Une manifestation de riposte a lieu mercredi, elle est aussi attaquée.

Face à tout cela, le PCF, tout en soutenant la lutte, la dévoie sur le plan européen. Parlant de « patronat étranger se plaçant au-dessus des lois françaises et remettant en cause les droits syndicaux acquis par la lutte du peuple », il dit en substance : « Cette affaire donne un avant-goût de l'Europe que voudraient nous imposer Lecanuet, ses amis de l'UDF et le Parti socialiste ». Face à ça, le PCML répond : « S'agit-il d'opposer ce qui est étranger à ce qui est français ? Nous ne le pensons pas. A l'époque des multinationales où les puissances financières sont internationales, les travailleurs subissent les mêmes attaques du capital : licenciements, chômage, diminution du pouvoir d'achat. Etre concurrentiel pour un patron français ou pour un patron allemand, c'est pressurer les salaires, réduire au maximum le personnel. La cause, ce n'est pas l'étranger, qu'il soit Australien, Hollandais ou Allemand, c'est le capitalisme. Dans ces conditions, la lutte contre l'exploitation à Kiwi, entreprise étrangère, est la même que dans n'importe quelle autre entreprise française. Développer le chauvinisme, la xénophobie, en mettant en avant l'intérêt national de « Fabriquons français », c'est tromper les travailleurs. Ce ne serait plus le capitalisme mais l'étranger qui serait coupable. Penser des cocoricos, c'est détourner le vrai combat.

Alors que de nouveau de nombreux travailleurs à Saint-Etienne et à Denain, en passant par Longwy, ont besoin d'un large soutien, alors que la situation nécessite une très large unité de l'ensemble des travailleurs, opposer l'étranger au français comme à Kiwi, mettre comme préalable à l'action la question européenne, c'est accentuer et entretenir la division.

Fanch LE GWEN

Imprimerie Oberthur-Rennes Une bataille gagnée ... mais la lutte continue !

LE vendredi 16 février, les ouvriers de l'imprimerie Oberthur de Chantepie se mettent en grève à 14 h, lors de la prise de travail (l'usine travaille en 2 X 8) : les 270 travailleurs connaissent des conditions de travail particulièrement mauvaises dans cette entreprise où on fabrique du papier-monnaie. Ils revendiquent une réduction d'horaire (quarante heures chaque semaine au lieu de quarante-cinq une semaine et quarante heures la semaine suivante) sans perte de salaire.

La direction a accepté, après une réunion de négociation... mais le personnel a réagi tout de suite, se rendant compte que la réduction d'horaire touchera les heures de nuit qui sont les mieux rémunérées.

Réuni en assemblée générale, le personnel décide de séquestrer Monsieur Binsse, directeur des entreprises Oberthur de Rennes et de Chantepie, le responsable de Chantepie, Monsieur Trouvé, et le PDG, Monsieur Ducorail, qui refusait de venir négocier avec les grévistes.

Les gardes mobiles ont été priés d'intervenir dès qu'ils ont connu la séquestration des directeurs. Les ouvriers totalement enfermés dans l'entreprise, en ont interdit l'accès à la cinquantaine de CRS aux portes. Cependant, des grévistes ont quitté Chantepie pour alerter les travailleurs d'Oberthur de Rennes, lesquels ont débrayé à leur tour par solidarité. Mais « personne n'était là » ; par précaution, le PDG s'était enfermé dans les WC toute une partie de l'après-midi.

Les gardes mobiles sont intervenus concrètement pour délivrer le directeur de Chantepie à 22 heures : celui-ci a dû sortir par le toit, puisque les entrées de l'entreprise avaient été maintenues fermées par les ouvriers.

A 23 heures, toujours là, les gardes-mobiles ont photographié les ouvriers qui sortaient et contrôlé les identités.

Le rapport de force était suffisamment bien établi en faveur des travailleurs : le patronat, cédant aux revendications, accordait au personnel une augmentation de 120 F, compensant la perte de salaire correspondant à la suppression des heures de nuit.

A Oberthur-Rennes, le personnel continue les débrayages pour obtenir la même satisfaction.

Tous unis et en même temps, les travailleurs du papier-carton ont montré qu'ils peuvent vaincre le patronat.

Correspondant Rennes

BLOC-NOTES

PARIS XVIIIe

Meeting de soutien au Kampuchea Démocratique victime de l'invasion soviéto-vietnamienne.

Dimanche 4 mars à 17 heures - Salle St-Bruno, rue St-Bruno, en face de l'église St-Bernard, au cœur du quartier de la Goutte d'Or (métro Barbès ou La Chapelle).

Organisé par le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) du 18e, et avec la présence d'un représentant du Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France.

MONTROUGE

Du 5 au 17 mars : La Chine à Montrouge.

Exposition : xylographies sur soie à la bibliothèque municipale (vernissage mardi 6 mars à 18 h 30) - 32, avenue Gabriel Péri. Ateliers chinois à la MJC - 88, rue Racine. Conférence de madame Hélène Marchisio, secrétaire générale de l'Association des amitiés franco-chinoises « La Chine d'aujourd'hui » vendredi 16 mars à 20 h 30 à la bibliothèque municipale.

Organisés par l'Association des amitiés franco-chinoises et la Maison des jeunes et de la culture de Montrouge.

FRANCE-CAMBODGE

Des lecteurs nous ont écrit après la publication du communiqué de l'assemblée générale de France-Cambodge condamnant l'agression vietnamienne contre le Kampuchea démocratique pour connaître l'adresse de cette association en vue d'y adhérer. C'est bien volontiers que nous la leur communiquons : Association France-Cambodge - 94, rue de Buzenval - 75020 Paris.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge

Quotidien et Bimensuel

Quotidien

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Bimensuel

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (17 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom
Prénom
Rue
Commune
Code postal

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10 (répondeur)

Directeur de publication : André Druenne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979



Mercredi dernier : les manifestants venus soutenir les Kiwi face aux CRS protégeant la préfecture de Seine-Maritime

(Suite de la page une)

Mais en vérité, dès le IV^e Congrès, les dirigeants fidèles à l'esprit d'équilibre d'Ho Chi Minh avaient été destitués. Le plus éminent d'entre eux était le vieux compagnon de lutte du Président, Hoang Van Hoan, membre du Bureau politique et Vice-Président du Comité permanent de l'Assemblée Nationale de la République socialiste du Vietnam. Progressivement, de nombreux cadres et militants du Parti et de l'Etat vietnamiens qui comptaient de fort longues années au service de la Révolution, sans parler de leurs souffrances dans les prisons et bagnes colonialistes français ou américains, étaient exclus, relevés de leurs fonctions, persécutés. Les mesures prises contre les minorités nationales, et plus particulièrement contre les Vietnamiens d'origine han (chinoise), offrirent une occasion supplémentaire d'écarter d'innombrables communistes qui n'entendaient pas soumettre leur Parti et leur pays aux agissements de quelque puissance étrangère quelle qu'elle soit, et naturellement aux manœuvres internationales de l'Union soviétique.

Ecrasement de l'opposition à la politique pro-soviétique

Les purges du Parti vietnamien ne sont pas encore connues en Occident dans tous leurs détails, mais les tragiques fuites de navires chargés de réfugiés, quatre ans après la victoire sur l'impérialisme américain, ne sont certainement pas le seul fait de gens ayant collaboré avec ce dernier.

Toute opposition à sa politique pro-soviétique étant temporairement écrasée, l'Etat vietnamien a pu s'engager à fond dans la nouvelle orientation qui renie et viole le testament d'Ho Chi Minh. L'expansionnisme d'un Vietnam contestant à des peuples voisins et révolutionnaires ce qui avait fondé si longtemps ses propres luttes, à savoir la légitime exigence de l'indépendance et de la liberté, a conduit successivement à l'assujettissement du Laos, puis à la tentative de briser la résistance nationale du Kampuchea démocratique.

La Chine : un obstacle de taille à l'hégémonie

Mais un obstacle de taille, la Chine, et sa politique de principe respectant justement la souveraineté des autres pays, nations et peuples, s'opposait aux ambitions de l'hégémonie régionale vietnamienne. Par contre les buts de ce dernier coïncidaient parfaitement avec ceux, planétaires, de l'hégémonie soviétique. Atteindre les mers chaudes du Sud de l'Asie, contrôler le détroit de Malacca pour isoler l'Extrême-Orient de l'Europe occidentale et inversement, constitue un vieux rêve stratégique des gouvernants anciens et nouveaux de la Russie.

Trois raisons essentielles paraissent fonder en tout cas les attaques sans cesse plus profondes en territoire chinois des forces militaires du Vietnam au cours des derniers mois :

- 1. La promesse d'un soutien militaire inscrite dans le traité signé par l'URSS, au cas où la Chine réagirait pour se défendre en contre-attaquant ;
- 2. La diversion susceptible de retenir l'attention de l'opinion internationale pour la détourner de l'agression, de l'invasion et de l'occupation des principales villes du Kampuchea démocratique ;
- 3. Les visées territoriales sur les petites îles chinoises

LA FERME RIPOSTE DE LA CHINE

Une contribution à la paix mondiale

Déclaration sur la situation actuelle dans le Sud-Est asiatique

Présentée par Jacques Jurquet, secrétaire général du Parti communiste marxiste léniniste

20 février 1979

de la mer de Chine méridionale (archipel des Xisha, des Zhongsha et des Nansha) et même sur la grande île de Hainan.

La République populaire de Chine a fait preuve d'un très grand esprit de responsabilité en opposant aux agressions vietnamiennes une patience digne de sa force réelle et de l'idéologie conforme à la pensée-maozedong qui détermine sa politique étrangère. Les dirigeants vietnamiens, leurs patrons soviétiques et leurs homologues parmi lesquels les dirigeants du Parti communiste français, essaient d'accréditer la fable d'une volonté hégémoniste des dirigeants chinois. Riposte non point du berger, mais des brigands à la bergère. Rien n'est plus en contradiction avec les faits réels pour tout observateur objectif des événements mondiaux. Les dirigeants soviétiques et vietnamiens sont en l'occurrence des menteurs et des voleurs qui crient « Au voleur ! ». Passant à la télévision, l'Ambassadeur du Vietnam à Paris a-t-il fourni un seul exemple concret et crédible permettant de justifier cette accusation ?

Nullement. Il n'a répondu à la préoccupation des télespectateurs que par des affirmations générales sans preuve. Dans quel pays, dans quel lieu du monde et sous quelles formes la Chine s'ingère-t-elle dans les affaires intérieures d'un peuple souverain ? Y-a-t-il une seule manifestation de son prétendu caractère impérialiste ? Est-elle présente par exemple derrière les luttes qui bouleversent actuellement la situation dans le Proche et le Moyen-Orient ? La vérité oblige à constater que les accusateurs et diffamateurs de la Chine sont eux-mêmes bel et bien engagés dans des activités de nature impérialiste, encadrent des mercenaires cubains et autres pour agresser différents pays et peuples d'Afrique, celui d'Erythrée en ce moment, ont incité les Vietnamiens à l'occupation militaire du Kampuchea démocratique. Et n'ont-ils pas naguère occupé la Tchécoslovaquie, bénéficiant d'ailleurs dès cette époque du soutien des dirigeants du Vietnam ?

Aucun pays, aucune nation, aucun peuple ne peut proclamer aujourd'hui qu'il a été sou-

mis par la force à la volonté de la Chine.

L'opération militaire chinoise aux frontières vietnamiennes est une contre-attaque défensive comparable à celle menée en 1962 pour mettre un terme aux harcèlements armés et aux empiètements territoriaux des réactionnaires indiens, qui bénéficiaient alors du soutien de l'impérialisme américain, et, déjà, de l'agissante sympathie soviétique.

A l'époque, Zhou Enlai déclarait « inconcevable que le différend frontalier sino-indien soit réglé par la force ». Il fallut malheureusement la contre-offensive chinoise victorieuse pour mettre fin aux agissements indiens et ramener au calme les va-t-en-guerre expansionnistes de New-Delhi. On sait qu'après une pénétration de plusieurs dizaines de kilomètres en Inde, les forces militaires chinoises se retirèrent d'elles-mêmes, libèrent les dizaines de milliers de soldats et officiers indiens faits prisonniers, et obtinrent ainsi la cessation des intrusions et provocations militaires indiennes en territoire chinois.

Une réponse conséquente à l'hégémonisme soviétique

Actuellement, en France, circulent une quantité d'informations plus ou moins fantaisistes, qui visent à créer une atmosphère d'inquiétude. On parle facilement de l'imminence d'une troisième guerre mondiale, qui commencerait par une intervention soviétique contre la Chine. De telles assertions créent la confusion dans les esprits et obscurcissent les réalités historiques que nous vivons.

Les dirigeants du Parti communiste français, promptement ralliés à la politique de Moscou et de Hanoi, bien qu'ils aient par le passé condamné l'intervention des armées du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, insultent de nouveau gravement la Chine. Mais par bonheur nombre des adhérents de base et cadres intermédiaires de ce Parti se montrent plus prudents et particulièrement désireux de connaître la vérité. Il est bien évident qu'ici surgit la grande question posée de nos jours aux communistes du monde entier : quelle est la nature réelle de l'Etat soviétique, est-il encore socialiste, ou bien, comme nous l'affirmons nous-même depuis de des années, est-il redevenu capitaliste et fait-il preuve d'un hégémonisme de nature sociale-impérialiste ?

Les marxistes-léninistes s'efforcent de juger à partir des faits réels. Opposés à l'esprit de conciliation qui conduit inévitablement à la soumission, ils tiennent toute position de caractère « munichois » pour une aggravation des possibilités de déclenchement d'une troisième guerre mondiale. L'esprit de Munich et les accords qui l'ont caractérisés furent un grave encouragement à l'agressivité d'Hitler.

En ce sens le coup d'arrêt aux expansionnistes vietnamiens soviétiques auquel procèdent les Chinois est une éminente contribution à la résistance des peuples du monde aux entreprises hégémonistes des dirigeants de l'URSS. L'action militaire de la Chine ne peut qu'éloigner le spectre de la guerre mondiale et renforcer la préservation de la paix. Si les pays occidentaux avaient résisté aux agissements successifs de Hitler, la Seconde Guerre mondiale aurait connu un cours totalement différent à supposer qu'elle eut éclaté de toutes façons.

Si aujourd'hui l'on s'oppose avec fermeté, résolution et persévérance aux ambitions soviétiques et vietnamiennes, elles seront mises en échec. Le Parti communiste chinois, la République populaire de Chine, le Parti communiste du Kampuchea, le Kampuchea démocratique et tous les marxistes-léninistes authentiques de par le monde sont fondamentalement contre la guerre impérialiste. C'est pourquoi ils s'opposent sans réserve aux agissements criminels des dirigeants qui veulent soumettre à leur volonté et à leurs intérêts impérialistes tous les pays, toutes les nations et tous les peuples.

Seuls les véritables communistes adoptent de justes attitudes sur la question de la guerre et de la paix, indissociables de celle de l'indépendance et de la liberté des pays, des nations et des peuples.

A bas la troisième guerre mondiale que préparent fébrilement les sociaux-impérialistes soviétiques et tous leurs mercenaires et satellites !

Vive l'indépendance et la liberté des peuples du monde entier !

Des extraits de cette déclaration de Jacques Jurquet ont été publiés dans le journal *Le Monde* du samedi 24 février.

* Les intertitres sont de la rédaction.



Des habitants de la commune populaire de Hujun, ont été blessés par des Vietnamiens armés. Une parmi beaucoup d'autres provocations vietnamiennes.